

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1993, chapitre 35

**LOI SUR LA RÉDUCTION DU PERSONNEL DANS LES
ORGANISMES PUBLICS ET L'IMPUTABILITÉ DES SOUS-
MINISTRES ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES PUBLICS**

Projet de loi 198

présenté par M. Henri-François Gauthrin, député de Verdun

Présenté le 11 décembre 1991

Principe adopté le 4 décembre 1992

Adopté le 15 juin 1993

Sanctionné le 15 juin 1993

Entrée en vigueur: le 15 juin 1993

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 35

Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics

[Sanctionnée le 15 juin 1993]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

INTERPRÉTATION

1. Pour l'application de la présente loi, sont des organismes publics:

1° le gouvernement, ses ministères et les organismes du gouvernement dont le personnel est nommé ou rémunéré selon la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1);

2° les commissions scolaires, les collèges, les établissements et les organismes similaires à une commission scolaire ou assimilés à un établissement visés par la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2), ainsi que les régies régionales et les conseils régionaux de la santé et des services sociaux et le Conseil scolaire de l'Île de Montréal;

3° tout autre organisme gouvernemental visé par la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic ainsi que tout autre organisme dont le personnel est rémunéré selon les normes et barèmes qui sont, en vertu de la loi, déterminés ou approuvés par le gouvernement ou stipulés dans une convention collective négociée et agréée avec l'accord du gouvernement;

4° les établissements d'enseignement de niveau universitaire visés aux paragraphes 1° à 11° de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (L.R.Q., chapitre E-14.1).

Organismes publics **2.** Sont assimilés à des organismes publics: l'Assemblée nationale, une personne désignée par celle-ci en vertu d'une loi de même qu'une personne désignée par le gouvernement en vertu d'une loi et dont le personnel est nommé ou rémunéré selon la Loi sur la fonction publique.

SECTION II

RÉDUCTION DU PERSONNEL DANS LES ORGANISMES PUBLICS

Responsabilité de l'organisme **3.** Un organisme public visé au paragraphe 1° de l'article 1 doit, selon les règles et modalités déterminées par le Conseil du trésor:

1° réduire de 20 % avant le 1^{er} avril 1996, son personnel d'encadrement sur la base de son effectif autorisé au 31 mars 1993;

2° réduire de 12 % avant le 1^{er} avril 1998, son personnel autre que celui visé au paragraphe 1° sur la base de son effectif autorisé au 31 mars 1993.

Organismes visés Le premier alinéa s'applique aux organismes publics visés à l'article 2.

Rapport annuel **4.** Le ministre de la Santé et des Services sociaux, le ministre de l'Éducation et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science doivent, pour leur secteur respectif, soumettre au Conseil du trésor, avant le 15 décembre de chaque année, un plan tenant compte des objectifs de réduction des effectifs prévus à l'article 3 et applicable à l'ensemble des organismes publics visés au paragraphe 2° de l'article 1. L'ensemble de ces plans couvre la période du 1^{er} avril 1994 au 31 mars 1998 ou, selon le cas, du 1^{er} juillet 1994 au 30 juin 1998.

Dépôt à l'Assemblée nationale Chacun de ces ministres dépose à l'Assemblée nationale les plans qu'ils ont soumis dans les 15 jours de leur transmission au Conseil du trésor ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

Convocation des ministres La commission parlementaire compétente de l'Assemblée nationale convoque au moins une fois par année chacun de ces ministres afin qu'il fasse rapport de l'état de réalisation de ces plans.

Transmission au Conseil du trésor **5.** Un organisme visé au paragraphe 3° de l'article 1 doit, avant le 15 décembre 1993, transmettre au ministre de qui il relève un plan

de réduction, pour la période du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, de son personnel sur la base du personnel en place le 31 mars 1993. Le ministre soumet, dans les 30 jours, un tel plan au Conseil du trésor pour approbation et le dépose à l'Assemblée nationale dans les 15 jours de cette approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

Rapport du ministre La commission parlementaire compétente de l'Assemblée nationale convoque au moins une fois par année le ministre de qui relève l'organisme afin qu'il fasse rapport de l'état de réalisation de ce plan.

Transmission au ministre **6.** Jusqu'au 30 septembre 1998, un organisme visé au paragraphe 4^o de l'article 1 doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, transmettre au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science un rapport sur l'implication des règles budgétaires annuelles sur le niveau de ses effectifs. Le ministre dépose à l'Assemblée nationale ce rapport dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

Convocation des dirigeants d'organismes La commission parlementaire compétente de l'Assemblée nationale convoque au moins une fois par année le dirigeant de chacun de ces organismes afin de discuter de ce rapport. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science est d'office membre de la commission.

Exemption **7.** Le Conseil du trésor peut, à la demande du ministre concerné, prendre une décision pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la présente section :

- 1^o un organisme public ou une catégorie d'organismes publics ;
- 2^o une catégorie de personnes à l'emploi d'un organisme public.

Dépôt à l'Assemblée nationale Le ministre qui a formulé la demande dépose à l'Assemblée nationale toute décision prise par le Conseil du trésor dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

Bureau de l'Assemblée nationale Le Bureau de l'Assemblée nationale exerce par règlement le pouvoir du Conseil du trésor prévu au premier alinéa à l'égard des personnes que l'Assemblée nationale désigne pour exercer une fonction qui en relève.

SECTION III

IMPUTABILITÉ DES SOUS-MINISTRES ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES PUBLICS

Responsabi-
lité d'un
sous-
ministre

8. Un sous-ministre ou une personne exerçant les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique attribue à un sous-ministre et un dirigeant d'un organisme public visé aux paragraphes 1° et 2° de l'article 4 de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) sont, conformément à la loi, notamment en regard de l'autorité et des pouvoirs du ministre de qui chacun d'eux relève, imputables devant l'Assemblée nationale de leur gestion administrative.

Audition
en commis-
sion par-
lementaire

La commission parlementaire compétente de l'Assemblée nationale entend au moins une fois par année le ministre, si celui-ci le juge opportun, et, selon le cas, le sous-ministre ou le dirigeant d'organisme afin de discuter de leur gestion administrative et, le cas échéant, de toute autre matière de nature administrative relevant de ce ministère ou organisme et signalée dans un rapport du vérificateur général.

SECTION IV

AUTRES DISPOSITIONS

Ministre
responsable

9. Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur

10. La présente loi entre en vigueur le 15 juin 1993.